



Déclaration liminaire de la FSU12 CTSD « Carte scolaire » du 8 septembre 2022

Madame le Directrice Académique

Mesdames, Messieurs les membres du CTSD

C'est dans un contexte d'affaiblissement du service public d'éducation que nous sommes réunis aujourd'hui pour les ajustements de rentrée.

S'il fallait trouver un mot pour caractériser « l'œuvre » de Jean-Michel Blanquer lors de son passage au ministère de l'éducation nationale, œuvre dont on sait maintenant qu'elle sera poursuivie par son successeur, s'il fallait donc trouver ce mot ce serait certainement « libéralisation ». Objectif de libéralisation d'ailleurs clairement réaffirmé par le candidat puis par le Président Macron lors de sa visite marseillaise et confirmé à l'occasion de son intervention à la Sorbonne devant les recteurs et DASEN.

Libéralisation lorsqu'on promet des augmentations de salaire en partie liées à de nouvelles missions ou seulement aux plus méritant•es, « celles et ceux qui n'ont pas disparu pendant la crise COVID » certainement... Pourtant, déclassement salarial de la profession, il y a eu. Il y a 40 ans un instituteur débutait à 2,3 fois le SMIC contre 1,2 fois pour un Professeur des écoles débutant aujourd'hui. Ce sont les mêmes qui aujourd'hui feignent de s'étonner de la crise de recrutement et des bas salaires unanimement reconnus qui ont sciemment organisé ce déclassement, cette paupérisation. Pourtant depuis des années, la FSU n'aura eu de cesse de dénoncer cette situation. Les promesses entendues de la bouche du Président et de son ministre connaîtront-elles le même sort que celles historiques maintes fois répétées par son prédécesseur ?

Il resterait à mieux faire connaître à l'opinion publique, la dégradation continue durant cette même période de nos conditions de travail, inclusion sans moyens, multiplication des injonctions, des procédures, des protocoles, de la charge administrative. Dégradation et charge de travail toujours plus lourde jusqu'à la caricature pour les entrants dans le métier propulsé de moins en moins armés devant la classe alors que la FSU revendique une entrée progressive. Le malaise est profond dans la profession.

Libéralisation jusqu'à la caricature lorsqu'on expérimente à Marseille le recrutement de ses adjoint•es par la directrice ou le directeur ou l'allocation des moyens suivant les projets de chaque école. Autonomie et contractualisation deviennent ainsi les maîtres mots mettant au rebut l'égalité républicaine. Pour la FSU, nul besoin des 500 Millions d'Euros annoncés par Macron pour des projets innovants : Madame la DASEN, nous vous invitons à vous rendre dans les écoles, à rencontrer la profession : vous constaterez que déjà nos écoles foisonnent d'innovations pédagogiques.

Libéralisation et mise en concurrence généralisée des établissements et des individus lorsqu'on nous annonce la publication des résultats des évaluations nationales permettant ainsi aux familles d'effectuer leur petit marché dans l'offre scolaire d'un système éducatif à plusieurs vitesses. Dans ce contexte, les évaluations d'écoles viennent compléter ce dispositif en distillant des enquêtes de satisfaction qui

achèveront de transformer les usagers du service public d'éducation en clients, en consommateurs d'école. Comment croire la parole d'un ministre qui, tout en prônant les vertus de la mixité sociale, inscrit ses propres enfants à l'école alsacienne, celle de l'entre-soi par excellence.

Libéralisation pourtant déjà mise en œuvre depuis de nombreuses années dans plusieurs pays et qui, on le sait, a conduit dans tous les cas à l'impasse, à des systèmes éducatifs toujours plus inégalitaires. Idéologie quand tu nous tiens...

Mais revenons à ce qui nous préoccupe aujourd'hui, la carte scolaire.

Au regard des deux années de tension extrême quant au remplacement que nous venons de vivre, il est totalement incompréhensible de voir qu'il est proposé le retrait de 2,5 postes de titulaires remplaçant-es. Cette pandémie est certainement encore loin d'être terminée, les enseignant-es ont besoin de sérénité, ils et elles ont besoin de savoir qu'ils elles pourront exercer leur métier dans de bonnes conditions, qu'ils, elles seront remplacées en cas d'absences.

Cette mesure annonce et valide une nouvelle année très difficile en ce qui concerne le remplacement, de grandes difficultés pour les équipes des écoles aveyronnaises et des conditions de travail à nouveau dégradées pour les personnels. Pour la FSU-SNUipp, la continuité et la qualité du service public d'éducation doivent être assurées partout et en tout temps. Il ne peut être question de prioriser, de sacrifier telle ou telle école, les décharges de direction ou le peu de formation continue qu'il reste.

Difficultés annoncées et donc bien connues de notre administration Et cela a été annoncé comme l'illustre cette intervention d'une IEN en réunion de directeurs et directrices : « on espère que vous serez en forme car l'année va être difficile ». On normalise, on banalise l'inacceptable tout en en renvoyant la responsabilité et les conséquences sur la profession.

Oui à nouveau en cette rentrée l'Aveyron perd plusieurs centaines d'élèves sans céder de postes. Mais cela ne doit pas faire écran aux conditions d'exercice difficiles vécues par encore trop de collègues du département.

Il en va ainsi, nous l'avons déjà souligné, des écoles à multi-niveaux et particulièrement des classes uniques. Pour ces dernières, la FSU continue de revendiquer l'obtention d'un moyen supplémentaire à partir de 20 élèves.

De même les dédoublements en Education prioritaire dont on dit maintenant qu'ils peuvent excéder sans aucun problème 12 élèves jusqu'à 15 ou 16, génèrent des situations de sureffectifs dans les autres niveaux non dédoublés : une nouvelle fois, l'Etat n'assure pas les moyens pour mettre en œuvre ces mesures pourtant très médiatisées. Quel est l'intérêt, l'impact d'un dédoublement en GS, CP et CE1 si c'est pour se retrouver avec un effectif de 25 élèves voire plus les 3 années qui suivent.

Que dire de l'inclusion à marche forcée sans les moyens nécessaires, plus largement des élèves à besoins particuliers lorsqu'on se souvient de la multiplication des situations explosives dans les écoles aveyronnaises l'année passée. Les accompagnements par les AESH sont mutualisés et réduits le plus souvent à 6 heures, une goutte d'eau sur la durée du temps de classe. L'arrivée massive de primo arrivants n'a généré aucune évolution du nombre d'enseignant-es UPE2A. L'Aveyron reste chroniquement sous-doté en RASED et ceux qui existent sont très souvent incomplets.

A rebours, du projet gouvernemental, celui de la FSU, s'il fallait le caractériser, ce seraient les mots « émancipation », « collectif de travail et collectif apprenant », « égalité » qu'il faudrait utiliser.